

→ Actuel/article

## «Le soutien d'un seul grand pays suffit à protéger les paradis fiscaux»

PROPOS RECUEILLIS PAR RACHEL HALLER

Paru le Lundi 29 Mars 2004



**Spécialiste de la criminalité économique, la journaliste américaine Lucy Komisar accuse le gouvernement Bush de profiter de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent sale. Mme Komisar était l'une des invitées, ce week-end à Genève, du Forum sur les paradis fiscaux et le secret bancaire co-organisé par Attac-Genève.**

Tout a commencé avec la Suisse. Dans les années quatre-vingt, la journaliste indépendante américaine Lucy Komisar, alors spécialisée dans les problématiques des pays en voie de développement, parcourt les Philippines, le Zaïre, Haïti... Partout elle recueille les mêmes plaintes: «Le gouvernement nous vole notre argent et le cache en Suisse.» Comment la Suisse, ce pays si propre, peut-il permettre pareilles activités frauduleuses? De questionnements en recherches, Lucy Komisar entreprend de s'attaquer à la racine du mal: le système offshore, soit une soixantaine de paradis fiscaux dont la législation – ou l'absence de législation – permet l'implantation de sociétés-écrans, de banques fictives et/ou l'ouverture de comptes numérotés, en d'autres termes, au monde entier de blanchir l'argent du crime et de dissimuler fortunes et gains. Véritable eldorado, ces paradis fiscaux détiendraient actuellement plus du quart des capitaux mondiaux et recèleraient, rien que pour les Etats-Unis, plus du tiers des bénéfices des multinationales basées dans le pays. Lucy Komisar compte parmi les plus grands spécialistes de la criminalité économique. Elle a dénoncé l'affaire des fonds en déshérence, dévoilé les connivences entre le gouvernement Bush et les grandes entreprises du pays, révélé comment l'argent du terrorisme, notamment celui de Oussama Ben Laden, a profité pendant des années à l'économie des Etats-Unis, au vu et su de la Maison-Blanche... Invitée ce week-end à participer au forum organisé par Attac-Genève et l'Association des amis du Monde diplomatique sur les paradis fiscaux et le secret bancaire, elle pointe du doigt la réticence des Etats-Unis et de leurs alliés à combattre le système offshore. Rencontre.

**Le Courrier: Chaque année aux Etats-Unis, 70 milliards de dollars d'impôts, soit un peu plus que le budget alloué à l'éducation, la formation, l'emploi et les services sociaux, s'enfuient vers des comptes offshore. Un énorme manque à gagner que le gouvernement semble ne pas combattre efficacement. Pourquoi?**

Lucy Komisar: Certaines initiatives ont été prises. Par exemple, l'IRS, l'administration des impôts sur le revenu, peut désormais exiger des titulaires de cartes de crédit qui ont des comptes à l'étranger de rapporter le montant et le détail des transactions. Mais, il y a trop peu d'agents pour poursuivre les contrevenants. De fait, la surveillance s'est surtout renforcée pour les petits revenus. Si les gros poissons fraudent, personne ne les inquiète. Cela découle d'une logique de protection des grandes entreprises, «du libre flux des capitaux», lancée par le gouvernement Reagan et à peine mise en danger sous l'ère Clinton.

D'ailleurs, les propos de l'actuel secrétaire d'Etat au Trésor, Paul O'Neill, sont révélateurs. Pour lui, les entreprises ne devraient pas payer d'impôts puisqu'elles apportent leur contribution en faisant des bénéfices. Bien sûr, le peuple n'aurait jamais accepté une telle proposition, mais elle laisse clairement entendre pourquoi des multinationales comme Goodyear ou Microsoft cumulent des milliards de dollars de bénéfices par année sans reverser même un dollar au fisc. Le gouvernement n'est donc pas près de contrer le système offshore permettant ces tours de passe-passe, d'autant que l'administration Bush compte plus de dirigeants d'entreprises qu'aucune autre administration précédente.

**Avec le scandale Enron, le peuple américain a pu mesurer les conséquences désastreuses du système offshore qui a permis à cette entreprise de dissimuler ses pertes et de payer démesurément ses dirigeants. Commence-t-il à faire entendre sa voix, surtout que, pour cause de récession, le gouvernement ne cesse d'entamer le budget d'aide sociale?**

– Aux Etats-Unis, il n'existe pas d'associations comme Attac. Citizens Works commence à dénoncer l'implantation de faux sièges d'entreprises dans les paradis fiscaux, et nous tentons d'implanter le Tax Justice

# Le Courrier

Network, le réseau international de justice fiscale. Mais de manière générale, le public est très peu informé. Par manque de connaissances, seuls quelques journalistes abordent le problème, et souvent de manière incomplète. D'ailleurs, mes articles ne sont pas toujours acceptés. Non pour raisons politiques, mais par ignorance de l'importance du sujet.

## **Quelles mesures permettraient de bannir les paradis fiscaux ?**

– Il faudrait lever le secret bancaire, qui autorise à ne pas révéler l'identité des titulaires et le contenu des comptes. Et exiger la transparence, au niveau international, des comptes et des transactions des sociétés et des banques, ainsi que l'identification de la propriété profitable de ces compagnies.

**En juillet 2000, l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement) divulguait une liste de trente-cinq paradis fiscaux et annonçait qu'elle prendrait des mesures défensives contre tous les pays qui maintiendraient pour les étrangers le secret bancaire, peu ou pas de taxe et une protection contre les enquêtes judiciaires et fiscales de leur pays. Les Etats-Unis ont retiré clairement leur soutien, arguant de demandes «trop étendues». Peut-on compter sur l'Europe pour assurer le succès de l'entreprise?**

– L'Europe ne peut faire cavalier seul. Il suffit du soutien d'une seule grande puissance financière pour que les paradis fiscaux continuent d'exister. Pour preuve, après le repli des Etats-Unis, certains paradis fiscaux se sont retirés des négociations de l'OCDE, comptant sur les deniers américains pour maintenir leur fonds de commerce. Il suffit d'un trou dans le mur pour que l'eau s'échappe. Par ailleurs, certains pays européens rechignent à s'aligner pour sauver leurs propres intérêts. Je pense en particulier au Luxembourg, à la Belgique au Liechtenstein et à la Suisse.

– **Avant d'être candidat à la présidence, John Kerry a mené comme sénateur les auditions sur la banqueroute historique de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International) et sur le scandale de l'Irangate (les ventes d'armes à l'Iran au profit des contras du Nicaragua, ndlr). Dans les deux cas, on avait employé des sociétés écrans et des comptes bancaires secrets. John Kerry a aussi écrit un livre, La Nouvelle guerre, sur le crime international et le blanchiment d'argent sale. Il est donc au courant de ces pratiques et a annoncé clairement son intention de s'y opposer.**